

Frédéric Béghin: «Sur la laïcité, l'Éducation nationale fait l'autruche»



Menus à la cantine, port du voile, sorties scolaires, mixité, fêtes religieuses, contenu des enseignement: les raisons de frictions ne manquent pas dans les établissements scolaires. Selon un sondage Ifop, diffusé par le Comité national d'action laïque (Cnal) en juin, 59 % des enseignants estiment la laïcité en danger. Et l'adresse Internet créée fin mai pour recueillir les signalements des personnels de l'Éducation nationale a été sollicitée jusqu'à trente fois par jour avant les vacances d'été, selon l'Éducation nationale. Journaliste indépendant, Frédéric Béghin est allé à la rencontre des enseignants. Son livre *Une prière pour l'école. Les profs face au casse-tête de la laïcité* (Plon) révèle leur malaise, leur solitude, et parfois le flou de l'institution.

LE FIGARO. - Quelles sont les entorses à la laïcité les plus courantes?

Frédéric BÉGHIN. - La cantine est un haut lieu de frictions. Des élèves boudent la viande si elle n'est pas halal, et, pire, font pression sur les autres. [La loi qui interdit le](#)

[port du voile](#) est globalement respectée. Mais les enseignants doivent souvent rappeler à l'ordre des jeunes filles qui portent un bandana le plus large possible ou qui portent une jupe longue, ce qui n'est pas interdit, mais qui peut inquiéter le personnel. La sortie scolaire peut virer au casse-tête, quand certaines élèves ne veulent pas être vues dans la rue nu-tête. L'absentéisme lors des fêtes religieuses peut être massif, et les certificats médicaux fleurissent les jours de piscine. Mais la loi est mal comprise. Beaucoup d'élèves, et pas que les croyants, vivent ces interdictions comme une brimade. Ils ont l'impression qu'en France on n'aime pas la religion, et pas seulement l'islam. Mais ce qui paraît le plus inquiétant, c'est la contestation des enseignements: des élèves qui mettent en cause Darwin et la théorie de l'évolution, la lecture de *Madame Bovary*, de Tartuffe ou qui refusent d'aller au musée, car il y a des nus. Leurs sources d'information sont ailleurs, sur Internet. La France a cru résoudre les problèmes avec la loi de 2004 (sur le port des signes religieux dans l'école publique, NDLR), alors que ce n'est pas tant ce qu'on porte sur la tête qui importe, mais ce qu'on a dans la tête.

L'Éducation nationale a-t-elle sous-évalué les problèmes vécus dans les classes le 8 janvier 2015, le lendemain de l'attentat contre Charlie Hebdo?

Il est évident que cela n'a pas été le grand moment d'unité nationale qu'on attendait. Il y avait, en janvier 2015, la volonté de ne pas jeter d'huile sur le feu. Le jour de la minute de silence, [le ministère de l'Éducation nationale a relevé 70 incidents seulement](#), ce qui parut peu crédible. Certains enseignants m'ont dit qu'ils avaient été très surpris par la réaction de certains jeunes. Plusieurs proviseurs ont préféré organiser ce moment dans les classes, plutôt que dans la cour, ce qui a laissé les enseignants seuls face à leurs élèves et a créé d'autres remous... Le ministère a envoyé

dans l'urgence sur le site Eduscol des tas de documents destinés aux enseignants, mais c'était insuffisant. [Selon un sondage du Cnal paru en juin 2018](#), 94 % des enseignants interrogés n'ont pas bénéficié de formation continue à la laïcité. Et 74 % n'en ont pas eu lors de leur formation initiale.

Les enseignants ne sont donc plus les hussards de la République?

Les enseignants sont moins massivement à gauche. Et, surtout, ils sont aujourd'hui moins convaincus et militants de la laïcité telle qu'elle était portée par les instituteurs de Jules Ferry. Pour certains, il est devenu difficile de parler de l'islam sans paraître mal intentionné, «laïcard», voire islamophobe. J'ai un exemple en tête. Un enseignant de CP (cours préparatoire) avait demandé aux enfants de dessiner des dieux grecs. Certains ont refusé, par respect pour leur religion. Ce cas fut examiné dans une École supérieure du professorat et de l'éducation. Et la formatrice a été sidérée de voir, que, certes, un tiers des stagiaires, avait répondu qu'il fallait respecter le programme mais un autre tiers qu'il fallait laisser tomber pour éviter de faire des vagues, et le dernier tiers qu'il fallait adapter le programme à la culture des enfants et respecter leurs convictions. C'est ce dernier tiers qui lui paraissait le plus inquiétant. [Vincent Peillon, quand il était ministre de l'Éducation nationale, en 2012, avait souhaité au départ une «morale laïque»](#), ce qui avait choqué les enseignants. C'est bizarre car dans un sondage paru au même moment, 91 % des Français y étaient favorables. Lorsque finalement [l'EMC](#) (éducation morale et civique) a été introduite en classe, en septembre 2015, beaucoup de professeurs y ont presque vu une incitation à l'athéisme.

La formation professionnelle a-t-elle évolué depuis les attentats de 2015?

Elle est devenue plus concrète. Ces formations se déroulent souvent sous forme de jeux de rôle. Depuis septembre 2015, il existe un référent laïcité dans chaque École supérieure du professorat de l'éducation ([ESPE](#)). Leur rôle est de créer une culture commune, d'harmoniser le nombre d'heures, afin que les futurs professeurs puissent répondre sur le fond, et expliquer par exemple que le fait que la terre soit ronde n'est pas une opinion parmi d'autres.

Et l'enseignement dans les classes?

La difficulté est parfois de trouver des professeurs volontaires, outre les professeurs d'histoire-géo, pour enseigner l'EMC, qui est obligatoire du CP à la terminale. C'est presque un cours de philo: par exemple, sur un fait d'actualité, les enseignants font échanger les élèves. Mais l'EMC ne date que de 2015, et il est un peu tôt pour faire le bilan. Il existe une foule d'initiatives socioculturelles sur la laïcité. [La troupe de théâtre Entrées de jeu](#), dirigée par Bernard Grosjean, fait par exemple un travail remarquable en intervenant dans les classes, et en mettant en scène les situations à problème: Shoah en histoire, Anne Frank en français... Ce qui permet aussi aux professeurs de n'être plus seuls, ce qui les arrange bien d'ailleurs.

Vous employez souvent les termes de «grande autruche» en parlant de l'Éducation nationale.

Avez-vous eu du mal à réaliser votre enquête?

C'est exactement ça: s'enfoncer la tête dans le sable pour ne pas voir. C'est un professeur de lycée professionnel qui a utilisé cette expression. Lors de cette enquête, ce fut compliqué de passer par la voie officielle. Il arrivait parfois que certains professeurs refusent d'avoir leur nom cité sans l'aval de leur hiérarchie. Une fois, alors que je sollicitais l'interview d'un principal de collège auprès du rectorat, on m'a répondu: «Pourquoi vous intéressez-vous à ce collège sans histoire, d'une académie sans problème?» Enfin, le

cabinet du ministère de l'Éducation nationale était au courant de ma démarche, sans pour autant accepter de me rencontrer.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 03/09/2018.